

## RAPPORT D'ACTIVITES 2017

*Présenté par Dominique Lévêque, secrétaire général*

Force est de constater que depuis notre dernière AG du 27 mai 2016 et plus particulièrement depuis décembre 2016, l'activité du PRé a connu un léger reflux. Par la force des choses : la préparation des primaires à gauche et à droite, les primaires elles-mêmes, puis les élections, ont littéralement « rinçé » les interlocuteurs, les correspondants habituels, mais aussi des membres du PRé parmi les plus engagés comme citoyens. Jusqu'à certains membres éminents de son conseil qui ont pu être, à titre personnel, impliqués ou sollicités dans les divers processus. Plus généralement, le conseil des membres n'a pas été aussi actif qu'il l'aurait souhaité, ses membres pendant cette période n'ayant pas réussi à se dédoubler suffisamment, absorbés par ailleurs par leurs obligations ou leurs projets professionnels. Sans compter quelques convalescences qui ont empêché le conseil des membres de fonctionner à plein rendement.

Ajoutons à cela que la déception de certains de nos sympathisants, affectés par le bilan du quinquennat précédent et l'impuissance de la gauche à se trouver un candidat comme à dégager une vision et à fonder un projet, n'a pas aidé à la mobilisation habituelle en soutien aux activités du PRé. Ceux-là ont préféré prendre un peu de recul pour se remettre aussi de ce qu'il faut bien appeler leur fatigue démocratique. On peut difficilement les en blâmer. Une gauche qui en vient à donner le sentiment de délaisser les idées, c'est une gauche qui se prive de projet et est condamnée à se voir reprocher de mener la même politique que la droite. C'est bien ce qui semble être arrivé. D'autres, moins en nombre au PRé, tous aussi écologistes, se situant dans une droite « progressiste », semblent avoir un peu plus le moral et plus confiants qu'à gauche dans l'issue de leur Primaire.

En même temps, la Présidentielle a donné l'occasion à d'autres des sympathisants du PRé de trouver des raisons de s'enthousiasmer ou de surmonter leur déception de voir la gauche incapable depuis 17 ans de mener quelque travail doctrinal que ce soit, de n'avoir même pas tenté de penser un tant soit peu l'évolution du monde, pour essayer de contribuer de leur côté à étudier les nouveaux leviers de transformation possibles. En réalité, la présidentielle, et ce qui l'a précédé, a exaspéré ce sentiment, en négatif comme en positif. Toutes et tous partageant par ailleurs l'impression que les conservatismes et les corporatismes se nichent dans tous les camps. Mais toutes et tous déboussolés devant le surgissement de cette géographie politique ancienne avec l'apparition de néo Montagnards, de Girondins ou de Feuillants, sans que l'on sache trop qui est qui dans cette nouvelle distribution de 2017.

Tourneboulés, nous l'avons tous été plus ou moins à différents moments depuis le printemps 2016. Reconnaissons que le spectacle de la décomposition politique et de la recomposition idéologique en cours en a laissé interdits plus d'un, interloqués aussi par ce sentiment d'impuissance qui a eu raison de toute une génération, et par le fait de vivre ou de subir, depuis janvier 2017, c'est selon, un moment inédit, fait d'incertitudes comme de promesses.

### L'UTILITE SOCIALE DU PRÉ

Il est toujours bon de se reposer régulièrement la question de son utilité. Une première réponse est de dire spontanément qu'au-delà de son objet, il nous permet de pratiquer notre goût de la fraternité humaine ; le fait est que nous avons toujours beaucoup de plaisir à nous retrouver, mais aussi à aller au-delà de l'entre soi en nous ouvrant vers l'extérieur. Ce qui n'est déjà pas rien !

*Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL / Conseil des membres et AG du 22-11-2017*

Notre seconde réflexion est de considérer l'intérêt intact que suscite ce type d'espace de liberté, de convivialité et de sens comme le nôtre, chez les citoyens intéressés par la chose publique et l'évolution de la société, comme par le désirable et le possible. Mais aussi chez les orphelins des partis politiques qui ont tourné la page des formations traditionnelles devenues à leurs yeux des machines à perdre après avoir été ces dernières années surtout des machines à distribution de rentes ayant perdu toute vitalité démocratique ; ces citoyens ont faim de vitamines de sens, ces orphelins ont besoin sinon d'un sas de décompression, du moins de quelque chose de différent, qui leur ménage la possibilité de retrouver le plaisir d'être et de faire ensemble (ce que d'aucuns avec Edgar Morin appellent le « convivialisme » qui permettrait de résister aux travers de l'air du temps mondialisé comme à l'improbable qui peut arriver), de discuter, que ne suffit pas à combler jusqu'à maintenant le seul surgissement de LaREM et le nouveau paysage politique...

En conséquence de quoi, le PRé paraît toujours aussi utile.

La promotion d'un « projet social-écologiste » auquel nous travaillons depuis 2010 reste d'actualité. S'il advenait que la construction d'une sensibilité « de gauche » ou l'émergence d'un pôle social-écologiste, que ce soit à laREM ou dans un ensemble plus vaste, ou ailleurs, arrive à l'ordre du jour, cela pourrait offrir une opportunité au PRé de jouer un rôle, fut-il des plus modestes, dans la recomposition idéologique et politique. A la place qui est la sienne qui n'est pas celle d'une formation politique.

C'est une question en tous les cas que certains d'entre nous ont posé dès le mois de juin dernier, après les Législatives, qui mérite d'être discutée. Quel peut en être le débouché politique ? Comment traduire politiquement ce projet ? Quelle est la ou les forces qui peuvent le porter ?

Si nos membres peuvent avoir des engagements politiques différenciés, à gauche, mais aussi (certes dans une moindre mesure) à droite, une caractéristique semble les rassembler : faire avec le résultat des dernières élections, refuser de miser sur l'échec du quinquennat, au contraire souhaiter son succès, en tout état de cause ne pas consentir à se gélifier dans un mur idéologique ou à s'engager vers des impasses politiques mortifères.

L'article II des statuts, relatif à l'objet du PRé nous y invite qui dispose que *« Le but de l'Association est, dans le cadre d'un attachement affirmé aux valeurs humanistes qui placent l'homme au cœur de toute démarche collective, de renforcer le lien entre République et Écologie. Ainsi elle se propose de regrouper celles et ceux qui sont également attachés aux valeurs républicaines et au combat écologique et désireux de mettre leur enthousiasme, leur expertise ou leur expérience au service d'une conception républicaine de l'Écologie. »* est encore d'actualité.

Le projet politique que nous portons (1), nous persistons plus que jamais à le vouloir porteur d'émancipation individuelle et collective. Il s'appuie sur une critique du capitalisme productiviste. Nous y avons été conduits par notre culture politique, mais surtout nos expériences individuelles et collectives, notre analyse partagée. Comme dans des ressources documentaires et intellectuelles diverses, dont les réflexions d'André Gorz qui articule marxisme critique et écologie politique, estime que la logique marchande s'oppose à la justice sociale mais aussi à la qualité existentielle de la vie des individus et à la préservation des univers naturels, met le doigt sur la contradiction capital / nature qui s'accroît.

Nous avons pointé également et continuons de le faire, chaque fois que nécessaire, les limites du courant de la décroissance et sa vision négative de la nature humaine. Comme il n'est pas interdit de penser avec et contre Karl Marx, nous pouvons noter chez lui qu'une société émancipatrice doit libérer les désirs humains créateurs de leurs entraves, comme la marchandisation et la spécialisation du travail. Alors qu'au contraire, les « décroissants » veulent davantage encadrer les désirs humains pour leur imposer davantage de limites et de contraintes. La frugalité, l'ascèse, l'enracinement local devenant de ce point de vue des valeurs assez réactionnaires, celles-là mêmes fondant précisément la décroissance.

Vincent Cheynet, fondateur rédacteur en chef du journal *La Décroissance* ou le philosophe Jean-Claude Michéa, développent par exemple une nostalgie pour la famille patriarcale traditionnelle que nous ne partageons pas  
*Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL / Conseil des membres et AG du 22-11-2017*

vraiment. Le PRé ne se reconnaît pas davantage dans une écologie politique atteinte en France d'une certaine obsolescence qui a préféré toutes ces dernières années, via son incarnation politique (EELV), cultiver un entre-soi pour préserver une identité, un folklore, des positions, des places plutôt que de s'atteler à des tâches et d'agir concrètement sur le réel tout en se coltinant ses rugosités.

Le PRé, pour sa part, continuera utilement à intégrer des questionnements écologistes dans ses discussions critiques tels que l'éthique de la responsabilité écologique du philosophe Hans Jonas, la philosophie politique de la nature du sociologue Bruno Latour, la sociologie du risque d'Ulrich Beck, ou encore le pragmatisme d'un John Dewey, ou encore ceux posés par la nouvelle génération d'intellectuels, mais aussi de praticiens.

## **ACTIVITE ET PRODUCTION DU PRÉ**

Il n'y a pas lieu de comptabiliser ce qu'il est convenu d'appeler le bénévolat de « direction », d'animation du PRé : celui effectué par les membres du conseil au profit de l'organisation de base et du fonctionnement institutionnel du PRé, que ce soit en termes de nombre de personnes impliquées dans les activités ou de temps consacré, la préparation de la rentrée politique et sociale, le travail sur la production, les projets, les relations extérieures et la gestion administrative.

Disons que les mêmes raisons qu'explicitées auparavant nous ont aussi conduits à reporter les deux diners-débats phares annoncés avec le Pt du directoire du groupe SOS, Jean-Marc Borello ou avec le Pt du CESE, Patrick Bernasconi, comme à mettre entre parenthèses certains de nos projets.

Nous avons revu longuement au mois de juillet notre ami Daniel C ESTY, membre de notre conseil scientifique (ancien conseiller du Pt Obama), à la faveur d'une visite du château de Fontainebleau et d'un dîner, grâce aux bons soins de Thierry Jové-Dejaiffe. Nous avons pu échanger de manière très instructive. Dan a fait montre à cette occasion d'un enthousiasme à revendre. Le plus significatif fut quand il a encouragé devant nous la France à prendre le leadership du Pacte mondial pour l'Environnement après le retrait de l'Accord de Paris de Donald Trump.

Nous pouvons seulement regretter, pour des questions d'agenda, ne pas avoir pu organiser de plénière avec le conseil des membres du PRé et de rencontre amicale avec le nouveau Pt de l'AN, François de Rugy et le ministre d'Etat Nicolas Hulot, comme envisagé initialement.

Notons enfin que le PRé, en comparaison avec 2012, a été faiblement sollicité à la faveur des Primaires, ou de l'élection présidentielle 2017.

Encore que des candidats ont eu manifestement le loisir de prendre connaissance de quelques-unes de nos notes et fiches thématiques. Notamment celle sur la question du confusionnisme idéologique et de la décomposition-recomposition politique à l'œuvre, sur la question du communautarisme (lors de préparation de « la primaire de la droite et du centre »), sur la laïcité (utilisée lors du débat TV du deuxième tour des « primaires citoyennes de la gauche et des écologistes ») ou encore sur le projet social-écologiste, comme dépassement de l'écologie politique et de la social-démocratie traditionnelle (par le candidat écologiste François de Rugy).

Pour l'anecdote, on peut relever que nous avons eu lors de cette édition 2017 presque plus de succès auprès de candidats qui finalement n'ont pas ou pas pu concourir.

Ainsi, Cécile Duflot (que nous avons invitée par le passé et dont l'équipe suit depuis 2011 notre petite production) n'a pas hésité à s'emparer du thème emblématique du PRé en lançant en Janvier 2017 une association politique, "*la Convention pour une République écologique*". Juste après avoir été évincée du premier tour de scrutin de la primaire (fermée) d'EELV où elle était pourtant donnée favorite.

*Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL / Conseil des membres et AG du 22-11-2017*

Elle a très bien fait.

Il faut croire que nous avons pu aiguiller quelques-unes de ses réflexions à l'ancienne patronne des Verts. Auparavant, après une première tentative en août 2014 qui fit suite à sa sortie inopinée du Gouvernement Ayrault, Cécile Duflot avait fort opportunément et fort judicieusement tenté de surfer sur un autre de nos axes de réflexion majeure : la social-écologie (« *Le temps de la social-écologie est venue* » ira-t-elle jusqu'à dire). Ce qui n'avait pas manqué de sel aux yeux de certains de nos sympathisants chagrins qui avaient relevé que, de leur point de vue, ce projet politique était à mille lieux de son logiciel idéologique. Sans doute y avait-il matière à commentaires. En même temps, le PRé n'a pu que se féliciter de voir ses principales thématiques ainsi reprises par un personnage politique de premier plan.

C'est donc une activité moindre que nous avons connue en 2017. On peut une nouvelle fois noter que le rythme inédit, « infernal » de cette séquence électorale ayant été interminable (de novembre 2016 à juin 2017 !) il a essoré son monde, de sorte que beaucoup de nos interlocuteurs politiques et sociaux étaient difficilement mobilisables pour nos habituelles conversations ou les événements que nous aurions voulu organiser pendant la période.

On peut toutefois noter que nos amis du comité exécutif, François Michel Lambert et Jacques Lemerrier ont participé et/ou co-animé plusieurs rendez-vous européens, pour le premier, une conférence européenne sur « *Economie circulaire : un an après, travailler ensemble pour préparer l'avenir* » (Bruxelles, les 9 et 10 mars 2017) et, pour le second, un colloque européen « *Rendre l'économie européenne durable : un rôle pour les nouveaux modèles démocratiques ?* » (Bruxelles le 30-06-2017).

En cette fin d'année 2017, le PRé était présent à la COP 23 de Bonn grâce à notre collègue Eric Chevallier (et son ONG Energic). Et deux ans après la COP 21, le PRé a aussi été invité à participer au Sommet Climat de Paris (*One Planet Summit* à la Seine Musicale, Île Seguin, Boulogne-Billancourt) du 12 décembre 2017 (Dominique Lévêque). A l'initiative de la Présidence française, Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, Jim Yong Kim, Pt du Groupe Banque mondiale et Emmanuel Macron veulent afficher leur ambition de répondre à l'urgence écologique pour notre planète, l'heure étant aux actions concrètes. Mais pas seulement, après la défection du Pt américain des Accords de Paris, ce Sommet veut tenter d'apporter de nouvelles réponses concrètes à cette question. Au cœur de cette journée, il sera notamment question de stratégies positives, incitatives, de la manière dont les acteurs engagés dans la finance publique et privée peuvent innover pour soutenir et accélérer la lutte commune contre le changement climatique.

Quant au travail de production proprement dit, nous sommes restés sur les mêmes domaines et les mêmes thématiques que les années précédentes. Lesquelles mériteraient d'être actualisées. Cela devrait être le cas en 2018.

Nous avons en revanche poursuivi notre travail fondamental sur ce que pourrait être un projet social-écologiste et avons traité à la faveur de la campagne électorale plus particulièrement les sujets suivants : logement, aménagement et inégalités entre territoires, éducation, biens publics / biens communs ou encore laïcité.

Il peut être intéressant de signaler ici également les derniers travaux des membres du conseil scientifique :

- « *Robert Desnos, surréalist, Lover, Résistant* », une somme de poèmes traduits en anglais et introduits par Timothy Adès (Ed Arc Publications, 2017) ;

-« *Pourquoi interdire le lobbying en politique serait une erreur* », un article de Pierre Bouchacourt (21-08-2017) ;

-«*Shifting Gears on climate change* », un article de Daniel C Esty (le 21-09-2017) ;

-«*MeCP2 and CTCF: Enhancing the cross-talk of silencers* », Biochemistry and Cell Biology 08/2017; 95(6), DOI:10.1139/bcb-2017-0147, un article scientifique de Philippe T Georgel (avec Juan Ausio, published by NRC Research Press, Août 2017) qui présente une « brève synthèse d'introduction des derniers progrès

*Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL / Conseil des membres et AG du 22-11-2017*

dans le domaine des connaissances des aspects structuraux et fonctionnels de deux régulateurs de la transcription : la protéine MeCP2 (« methyl-CpG protein binding 2 »), une protéine dont les formes mutées sont impliquées dans le syndrome de Rett, et le facteur de liaison CTCF (« CCCTC6 binding factor »), un isolateur transcriptionnel constitutif ».

Philippe participe par ailleurs à un projet de recherche scientifique *The Appalachian Freshwater Initiative (AFI)*, qui consiste, en Virginie occidentale, avec une équipe de biologistes, d'écologistes, d'ingénieurs écologues, de pharmaciens-chimistes et de géologues, à comprendre et à détecter les effets écologiques et biologiques des polluants dans l'eau, sous l'effet des scénarii variants du changement climatique.

-« *Société de longévité et politique de prévention* » (14-10-2017) et « *Vers un nouveau pacte entre les générations ?* » (09-03-2107) par Serge Guérin ;

-« *Comment le FN se prépare pour ne pas être le perdant automatique du second tour de la Présidentielle ?* », un entretien de Nathalie Krikorian-Duronsoy à *Atlantico* (17-02-2017), ainsi que plusieurs articles ;

-« *Déprogrammer l'obsolescence* », un livre de Thierry Libaert (ed Les Petits matins, sept. 2017) ;

Thierry a également participé ou animé de nombreux colloques et conférences dont celle à Bruxelles sur les « *Nouveaux modèles économiques et innovation sociale : une opportunité pour une meilleure Europe* » (16-02-2017).

-Une exposition rassemblant les dessins de JP Deslozeaux pour *le Monde* commenté par Jean-Claude Ribaut (Paris, du 1<sup>er</sup> oct au 31 déc 2017) ;

-« *Juifs, musulmans : chroniques d'une rupture* », un livre publié par Benjamin Stora (Ed L'Esprit du Temps, 06-04-2017) et « *Mouvements migratoires, une histoire française* » (avec Smaïn Laacher) (Ed. L'Age d'homme, 15-01-2017).

Nonobstant ce bilan en demi-teinte, le PRé s'est efforcé, à défaut de vraiment le développer, de préserver son « capital associatif », en valorisant au mieux son savoir-faire particulier dont il dispose dans son domaine, mais aussi son aptitude à mobiliser des énergies et la possibilité de contributions internes et externes. Comme à maintenir intacts son réseau et ses outils.

## LES MOYENS

Le PRé ne dispose aujourd'hui d'aucun permanent, d'aucun salarié. Il ne peut compter pour l'instant que sur le seul engagement bénévole et la bonne volonté de ses membres, à commencer par ceux du conseil des membres (CA) et du comité exécutif (Bureau).

Il a cependant des besoins. Un minimum de budget de fonctionnement reste nécessaire, urgent même pour poursuivre la relance de la machine, encourager la production, organiser les RDV institutionnels du PRé, faire vivre notre cycle de diners-débats, amorcer celui des *Cercles de la Transition écologique* (dédiés au monde de l'entreprise et des institutions), financer le site web, animer le conseil scientifique, coordonner ses recommandations (en termes de sujets de réflexion et de programme d'activités).

Egalement pour soutenir notre volonté d'entretenir des relations et d'amorcer des collaborations avec des think tanks & fondations et le monde intellectuel au sens large.

Au plan des ressources humaines, 1 chargé de communication serait un plus, 1 concepteur/ rédacteur / graphiste pour le site web, 1 community manager / webmestre, 1 développeur, 1 animateur du blog /Forum et/ou 1 animateur de la page FB du groupe PRé, 1 responsable des Notes de lectures, 1 responsable des Ressources documentaires.

Et 1 chef de projet (bénévole) pour *les Cercles de la Transition écologique*.

En parallèle de la recherche de nouveaux moyens, il serait judicieux d'intéresser de nouveaux bénévoles (issus des adhérents, des sympathisants actuels ou potentiels, des Amis du PRé). Nulle besoin d'une armée mexicaine, mais une dizaine serait d'un apport extrêmement utile, y compris pour élargir notre réseau de correspondants en région.

*Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL / Conseil des membres et AG du 22-11-2017*

Il serait des plus utiles de trouver et de solliciter des contributeurs réguliers et/ou ponctuels. Le PRé aurait besoin de profils qui lui font défaut actuellement : 1 philosophe des sciences et techniques, 1 risk manager risque climatique et 1 agroécologue / ingénieur écologue. Et si possible, 1 océanographe, 1 astrophysicien, 1 entomologiste, 1 naturaliste. Accessoirement 1 juriste en droit de l'environnement et 1 spécialiste de la finance solidaire et du financement participatif.

## VIE STATUTAIRE

Nous allons devoir procéder cette année, conformément aux statuts, au renouvellement de la moitié du conseil des membres.

## COMMUNICATION

Le PRé doit remédier à une faiblesse avec laquelle nous nous coltinons depuis que nous avons relancé le PRé, il y a deux ans. Des efforts ont certes été faits, avec les moyens du bord, notamment en termes de construction d'un site. Il reste qu'il faut y allouer un minimum de moyens pour que ça vive et perdure.

Un travail sur notre communication, notre site web, nos relations avec des journalistes politiques, nos publications, s'il a déjà été parfaitement acté, doit être poursuivi, plus méthodiquement mené sur la durée, amplifié ou amorcé.

Nous avons conscience qu'optimiser la visibilité du PRé et renforcer sa légitimité reste plus que jamais un travail au long court qui nécessite un travail collaboratif et un maillage dont il faut avoir en permanence en tête la nécessité. L'effort particulier que nous avons fourni en 2015 et 2016 doit donc être poursuivi.

De ce point de vue, il nous faut moderniser nos moyens de communication en direction des sympathisants actuels ou potentiels, non pas dans l'objectif d'en faire des adhérents - ce qui n'a jamais été un objectif obsédant au PRé - mais d'en faire pour le moins des *Amis du PRé*, des coopérateurs libres en quelque sorte, en leur ménageant la possibilité de participer aux activités du PRé sur la durée ou ponctuellement, selon leurs envies et leurs disponibilités, en choisissant à la carte ce qui leur convient, sans devoir se coltiner les réunions classiques souvent interminables, les contraintes statutaires administratives traditionnelles. Voire les rappels à l'ordre lorsque l'on est membre du Conseil et que l'on n'a pas encore rendu sa contribution !

Ces nouveaux moyens doivent pouvoir répondre à leur désir de produire du changement, à leur envie de penser de manière collaborative, à leur envie d'agir, d'influer sur les décisions publiques. Ni plus ni moins que ce que de plus en plus de Français réclament.

Nous devons nous inscrire plus largement dans ce mouvement de « *civic tech* », qui veut mettre les outils numériques au service d'une participation plus large des citoyens à la vie publique, non pas pour copier les start-up françaises, mais pour apprendre à mieux utiliser ces outils afin d'élargir notre audience et susciter une participation plus large des sympathisants du PRé. Afin d'élargir le cercle des coproducteurs potentiels du PRé, et d'encourager le passage vers des plateformes de partage des données ou de consultations.

Ce parti pris est d'autant plus aisé que nous ne nous considérons pas comme les seuls « sachants », y compris sur nos sujets de prédilection !

La question est donc bien celle-là : comment solliciter toute cette intelligence collective qui se situe hors le périmètre du PRé qui ne demande qu'à s'exprimer ? Elle est aussi de considérer que nous n'avons pas le choix : le numérique change la donne pour tout le monde et oblige à revoir nos moyens de communiquer.

Ceci devrait être d'autant plus aisé que notre objectif est modeste. Nous ne sommes pas dans la même position que l'Etat, les grandes villes ou de la trentaine de communes qui proposent à leurs concitoyens des budgets participatifs, parce qu'ils entendent faire de l'Internet un espace démocratique. Nous n'avons pas à gérer, contrairement à eux, l'hypertrophie des sens des électeurs. Pas davantage à appréhender la question de la concurrence qui émerge fatalement entre suffrage universel et démocratie participative... Ce n'est pas notre sujet, mais cela pourrait être une excellente réflexion thématique à mener...

## PROJETS

Pour 2018, il est proposé d'alterner diners-débats pour les RDV traditionnels du PRé et petits déjeuners / diners dans le cadre des *Cercles de la Transition écologiques* qu'il reste à mettre en place.

Les personnalités pressenties pour les RDV traditionnels sont les suivantes :

- **Jean-Christophe Cambadélis**, ancien Premier secrétaire du PS, à la faveur de la sortie de son livre « *Chronique d'une débâcle* », sur la question de savoir par ex comment il se fait que le PS n'ait pas réussi à se dépasser par la social-écologie ?
- **Jean-Marc Borello**, Pt du directoire du groupe SOS (déjà acquis, mais reporté), auteur notamment de « *Pour un capitalisme d'intérêt général* » (Débats Publics, coll. « Sens », 2017) après avoir co-écrit « *Manifeste pour un monde solidaire* » (Ed le Cherche Midi, coll. Pour une monde meilleur, 2015) et chargé d'un rapport sur « Les politiques d'inclusion » auprès de la ministre du Travail, Murielle Pénicaud, à la suite de la décision gouvernementale de réduire les contrats aidés, qu'il devrait remettre en janvier. Notons que dans sa lettre de mission, la ministre du travail souhaite que l'ensemble des politiques visant à lever les freins à l'emploi soient remises à plat, en s'inspirant d'initiatives de terrain.
- **Patrick Bernasconi**, Pt du CESE (déjà acquis mais reporté) sur l'évolution des Institutions.
- **Cynthia Fleury**, philosophe et psychanalyste, titulaire de la chaire de philosophie de l'Hôtel-Dieu. chercheur à l'Institut des Sciences de la communication et professeur à l'American University of Paris. Elle travaille sur les outils de la régulation démocratique. Egalement sur le thème de la nature (avec Anne-Caroline Prévot-Julliard), avec *L'Exigence de la réconciliation, entre Biodiversité et société* (Fayard, 2012) : une réconciliation pour repenser le progrès, conjuguer autrement la technicité et l'environnement. Apprendre en somme à être libre différemment.  
Elle poursuit cette réflexion avec « *Le souci de la nature. Apprendre, inventer, gouverner* », ouvrage collectif qu'elle a co-dirigé avec Anne-Caroline Prévot (éditions du CNRS). Plaidoyer pour un nouvel humanisme où nos comportements, notre existence, s'articuleraient autrement avec la Nature. Quelle valeur ajoutée pour l'éthique et la politique ?  
"La question de l'anthropocène et la lutte contre le réchauffement climatique sont nos seuls agendas universels".  
"Comprendre les cycles de la nature permet de rompre avec notre vision linéaire. La nature est essentiellement philosophique."  
"La citoyenneté environnementale a été particulièrement investie dernièrement, avec une réappropriation de l'espace public."  
Elle a également publié : *La Fin du courage : la reconquête d'une vertu démocratique* (2010), *Les Irremplaçables* (2015) et *Dialoguer avec l'Orient : retour à la Renaissance* (2016).
- **Benjamin Stora**, membre du conseil scientifique du PRé, historien, professeur des Universités, Pt du conseil d'orientation de l'Etablissement public de *La Porte Dorée* (qui comprend le Musée de l'histoire de l'immigration) : sur l'histoire des migrations et les défis au présent. Dernier ouvrage (avec Renaud de Rochebrune) : « *La guerre d'Algérie vue pas les Algériens* » (Ed Denoël).  
Benjamin Stora pourrait se voir confier une mission de coordination de l'action culturelle en faveur des migrants dans les établissements nationaux, auprès de la ministre de la Culture, Françoise Nyssen. Notons que le gouvernement devrait présenter en février prochain un projet de loi « Asile et immigration ».
- **Barbara Pompili**, Pte de la commission Développement durable de l'AN
- **François de Rugy**, Pt de l'AN
- **Pascal Durand**, député européen, ancien secrétaire national d'EELV : en vue des européennes de 2019)

- **Karl-Heinz Lambertz**, président (Belge germanophone) du Comité européen des régions (depuis juillet), une assemblée de 350 représentants des pouvoirs locaux et régionaux de l'Union européenne ; médiateur lors de la crise belge entre Flamands et Wallons en 2008, K-H Lambertz (PSE) vient de prôner un dialogue entre Madrid et Barcelone.

Si notre bilan d'activités n'est pas excessivement satisfaisant en regard de notre programme initial de travail, il reste que ce bilan est heureusement contrebalancé par une certaine consolidation de notre capacité de contribuer au débat d'idées et aux positionnements politiques, comme à agréger des volontés éparses.

Soutenu normalement en 2018 par de nouveaux moyens, Le PRé, avec le concours de ses membres, contributeurs et sympathisants va devoir redoubler d'efforts en produisant dans la durée contenu, analyses, idées, propositions, et en suscitant un rythme contributions un peu plus régulières.

Un groupe de travail a été mis en place lors de la rentrée de septembre 2017 par le Pt Jacques Lemerrier (avec autour de lui, Thierry Libaert, membre du CS, Stanislas Hubert et Dominique Lévêque) pour tracer de nouvelles perspectives. Nous allons essayer notamment de donner une couleur un peu plus européenne au PRé. En trouvant notamment des correspondants ici ou là.

## CONCLUSION

Il est réjouissant de constater que l'ambition du PRé et de ses membres est intacte. Le PRé continuera à soutenir que la transition écologique, énergétique est un défi, une formidable opportunité, la clef d'une prospérité future, dont la France et l'Europe doivent se saisir pleinement.

Il reste stimulant de continuer à travailler à un projet « social-écologique » capable d'apporter des solutions durables aux nouveaux défis mondiaux et de révolutionner notre rapport à la production, à la consommation et à la croissance.

La démarche du PRé est et reste « *pragmatiste en ce sens que notre pragmatisme n'est pas rhétorique, qui nommerait « réalisme » l'application de dogmes, sans souci des résultats pratiques. A l'inverse, c'est un pragmatisme qui invite à produire des effets sur le réel, en se coltinant ses rugosités. C'est pourquoi le PRé essaie de promouvoir une écologie des solutions* » (Cf. présentation du PRé).

Dès lors que nous confirmons l'orientation du conseil des membres sur le positionnement du PRé : s'orienter vers un *think & do tank*, ce qui serait globalement plus conforme à la réalité de notre pratique depuis la création du PRé, en mariant le travail des idées et le travail d'influence politique, il nous faut accepter de promouvoir plus avant notre projet politique. Sauf à considérer que notre singularité ne va pas au-delà d'une fabrique de lien social.

L'idée est donc de dimensionner le PRé à ce qu'il sait et peut faire.

En trouvant cependant un élément de distinction par rapport aux Think tank écologistes qui existent : Il est possible de continuer à produire des idées et des débats, mais en privilégiant l'approche politique des thématiques, des problématiques et des enjeux de la transition écologique et énergétique.

Enfin, je ne veux pas conclure ce rapport sans féliciter Victor Topanou, membre du conseil scientifique du PRé, pour son élection à la direction de l'Ecole doctorale Droit, sciences politiques et administration de la FADESP (Université d'Abomey-Calavi, Bénin) et Frédéric Vigouroux, pour son élection à la présidence de l'ANCV (Agence nationale du Chèque vacances) le 1<sup>er</sup> février 2017.

Non sans formuler également de nouveau tous nos vœux à Julie Nouvion pour la naissance de la petite Charlotte, le 18 avril 2017, ni sans réitérer nos félicitations à Philippe Debruyne, devenu secrétaire confédéral de la CFDT sur les questions de la sécurisation des parcours par le développement des compétences et la formation professionnelle en juin 2016 - même si cela l'a amené depuis à se retirer malheureusement de notre



conseil - également à nos amis François-Michel Lambert, pour sa réélection dans les Bouches-du-Rhône, et à Guillaume Vuilletet pour son élection dans le Val d'Oise lors des dernières législatives.

- (1) Nous écrivions en 2015 que « *La période offre une formidable opportunité pour l'écologie politique (dans son attention aux limites naturelles de la planète, au changement climatique, aux pollutions eau-terre-air, aux gaspillages, aux risques technologiques, aux générations futures) de se ressaisir et de se réinscrire dans un mode opératoire et non plus seulement s'enfermer dans du rêve ou de l'incantatoire.*

*On voit bien la nécessité qu'il y a de réfléchir à ce qui pourrait servir non seulement de symbole, de marqueur de gauche, mais aussi qui donnerait à voir et à espérer un peu plus loin : repenser notamment une politique des « services publics », et au-delà, une politique du « commun » (1) qui serait susceptible de nourrir la matrice d'un projet politique. » (Cf. Note Vers une social-écologie ?, DL, GS, GV, mars 2015).*

*(...) « Le mot n'est sans doute pas le plus adéquat tant il renvoie à un modèle, celui de la social-démocratie, qui ne correspond - dans sa méthode politique et son contenu - ni à la tradition ni à la réalité française, mais employons-le à défaut d'en trouver un autre pour l'instant : une sorte de « social-écologie » ?*

*Il est vrai que la social-démocratie européenne s'est paradoxalement démonétisée, alors même que la crise économique de ces dernières années a marqué la faillite des théories libérales, et que l'on n'a pas manqué d'invoquer dès 2010-11 le retour à la régulation et le renforcement de la puissance publique.*

*Pourtant, les partis sociaux-démocrates, y compris ceux qui étaient au pouvoir en Europe du Nord, n'ont pas profité électoralement de ce nouveau contexte, que ce soit lors des élections européennes ou aux scrutins nationaux : au contraire, c'est à la quasi-faillite de la social-démocratie européenne à laquelle l'on a assisté.*

*Il ne s'agit évidemment pas ici de miser sur le fait que le modèle social-démocrate aurait atteint la fin d'un cycle historique, il convient juste de s'accorder sur les termes de cette crise en postulant qu'elle n'est pas synonyme de disparition mais de recomposition, dans laquelle l'écologie politique devrait pouvoir trouver sa place en se re-légitimant, et la gauche s'augmenter au lieu de se disséminer, de s'éparpiller façon puzzle...*

*Les enjeux de cette réflexion ne sont pas minces : comment faire en sorte que la transition écologique ne soit pas vécue comme une punition, soit mise au cœur du projet de société par les citoyens eux-mêmes ?*

*Comment faire en sorte de ne pas faire subir aux populations - à commencer par les petites et moyennes gens, une quatrième peine avec une transition écologique qui serait vécue comme une punition ? Alors qu'ils subissent déjà la triple peine avec la peine économique (chômage, précarisation...), politique (inégalité, protection amoindrie...) et morale (le sentiment de désaffiliation, voire d'humiliation) ?*

*Comment aussi ne pas tomber dans ce grand risque qui déjà pointe son nez : celui de la résignation aux inégalités, à la misère sociale, au durcissement des conditions de vie et de travail notamment des plus pauvres d'entre nous ? » (Cf. Note Vers une social-écologie ?, DL, GS, GV, mars 2015).*